



Contribution de la FNSEA Bilan de la réforme de la représentativité syndicale

Avant tout la FNSEA tient à remercier l'administration du travail, pour tout le travail effectué pour la mise en place de la réforme de la représentativité syndicale, ainsi que la capacité d'écoute et de dialogue dont tous les services ont su faire preuve pour que chacun puisse s'y retrouver.

La FNSEA n'a que peu de commentaire à formuler sur le bilan de la réforme de la représentativité syndicale telle qu'issue de la loi du 20 août 2008. Cependant, elle souhaite faire part de ses réflexions sur deux points :

1. Mise en œuvre de la réforme de la représentativité au niveau de la branche

Pour la production agricole, le dispositif spécifique mis en place via les élections aux chambres d'agriculture correspond aux attentes des partenaires sociaux et à l'expression de leurs demandes.

La FNSEA est donc très attachée au maintien de ce dispositif : une mesure d'audience nationale, identique sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des branches de « la branche de la production agricole » telle que définie par accord national par les partenaires sociaux de l'agriculture.

En revanche, la FNSEA estime souhaitable que des moyens soient accordés aux organisations syndicales de salariés pour qu'ils puissent inciter les salariés à aller voter comme cela a été prévu pour les élections TPE.

2. Mise en œuvre de la réforme de la représentativité au niveau de l'entreprise

Même si la détermination de la représentativité au niveau de l'entreprise n'est pas la principale mesure d'audience pour l'agriculture, la FNSEA estime qu'il faudrait déterminer l'appréciation de la mesure d'audience via les élections des institutions représentatives du personnel, pour qu'elle soit réelle et complète :

- soit par rapport au nombre d'inscrits et non seulement par rapport aux seuls votants ;

- soit, à défaut (si la mesure par rapport aux seuls votants était maintenue), que la mesure soit faite lors du 2nd tour lorsque l'élection est ouverte à d'autres listes et non pas seulement pendant le 1^{er} tour réservé aux seules organisations représentatives.

L'un ou l'autre de ces schémas permettraient de mesurer réellement l'audience de chaque organisation syndicale de salariés au minimum pour le calcul du 8%. La situation actuelle conduit par ailleurs à certaines incohérences, une organisation syndicale pouvant être reconnue représentative, voire éventuellement elle seule, alors même qu'elle n'aurait obtenu aucun élu faute de quorum.

Il s'agirait ainsi de renforcer la légitimité de mesure d'audience grâce à une meilleure assise parce que plus complète.

Ce point paraît important à la FNSEA, si au nom du parallélisme des principes, les mêmes logiques d'analyses devraient être appliquées à la représentativité patronale